

La résistance juive

Le sujet n'est pas nouveau mais les polémiques restent toujours vives.

Les Juifs ont résisté, massivement, sous des formes diverses, en fonction de leur origine sociale, de leur engagement plus ou moins ancien, avec des motivations très différentes, suivant les périodes (avant ou après le pacte germano-soviétique), avant ou après les grandes rafles, avant ou pendant la Libération.

Les formes de résistance sont multiples, allant de la résistance armée à la résistance spirituelle. Il n'y a pas des formes nobles et des formes moins nobles, comme on a voulu le dire pendant des décennies.

Si je reprends l'historiographie

Un article d'André Kaspi dans la revue l'histoire, datant de 1985 fait le point. A mon sens il n'a pas vieilli d'une ride.

De même, le meilleur livre sur la résistance juive reste celui de Lucien Lazare publié en 2001, La résistance juive, un combat pour la survie. Il essaye de dépasser tous ces clivages et s'attache à la chronologie.

Les Juifs dans la résistance

Ceux qui choisissent de résister auront tout à inventer : filières d'évasion, journaux clandestins, réseaux d'espionnage, lutte armée.

Les Juifs y sont nombreux et dans tous les mouvements. Ils ne sont pas là en tant que juifs, mais pour défendre les valeurs françaises, la liberté et l'indépendance de la France. Ils sont à Londres, René Cassin, Jules Moch, Pierre Mendes-France, Raymond Aron, Pierre Dac etc etc. Ils investissent les réseaux et mouvements de la résistance. Raymond Aubrac à Libération, Jean-Pierre Levy fondateur de Franc-Tireur, Léo Hamon, Daniel Meyer.

Ils sont d'abord Français et s'engagent comme français et pour la plupart n'ont aucun rapport et même peu de sympathie avec les Juifs étrangers . Ils pensent

que la solution du problème juif serait incluse dans la solution globale de la victoire des démocraties. Ils n'ont qu'un seul objectif celui de l'ensemble de la résistance intérieure et extérieure : chasser l'occupant.

Les Juifs communistes ne pensent pas autrement. Les uns, les grands, les chefs comme Pierre Villon, Maurice Kriegel-Valrimont ou Georges Politzer, servent loyalement le parti sans faire état de leurs origines juives. Ils se lancent à corps perdu dans la clandestinité pour organiser la lutte armée, sans attendre la libération du territoire, une lutte sans merci, un appel à la révolte.

Etre juif, c'est pour eux un accident de l'histoire, de leur histoire et le problème juif, s'il en existe un, se résoudra de lui-même par la victoire du communisme.

Les autres sont des immigrants de fraîche date qui s'engagent comme communistes, comme d'autres sont bundistes ou sionistes. Au nom de l'internationalisme prolétarien, ils s'interdisent tout particularisme. leur engagement met de côté les questions identitaires.

Seulement le parti communiste les a intégrés dans des structures comme juifs, non pas comme peuple, mais par groupes de langues. Ce sont les structures de la MOE qui datent de 1927, devenue dans les années 30 la MOI. Il y a le groupe polonais, italien, espagnol, tchèque, allemand et yddish. Et chacun a le droit de s'inscrire où il veut, le groupe roumain est constitué à 90% de Juifs.

L'interdiction du parti communiste en 1939 entraîne celle de la MOI qui devient clandestine. **Le groupe juif prend le nom de Solidarité, il est le plus nombreux, regroupé par quartiers. Il essaime : Le MNCR, l'UJJ, l'UFJ et une branche militaire avec les FTP-MOI**

Au fur et à mesure que les années de guerre passent, ils se transforment en se regroupant en 1943 dans un organisme commun **UJRE** et en même temps la MOI recrute parmi les non communistes. Beaucoup adhèrent au fil des rencontres.

Alors, débat mémoriel actuel **La MOI fait elle partie de la résistance juive.**

Oui en ce qui concerne l'UJRE, puisque son travail clandestin porte sur l'information avec des tracts, des bulletins, des journaux en yiddish comme Unzer Wort, des tentatives d'action commune avec Henri Bulawko du comité Amelot à Paris. Toutes les formes d'aides apportées aux milieux yiddishophones.

Les circuits de sauvetage, organisés prioritairement pour les militants et leurs enfants et qui se sont étendus de fait, surtout dans la zone sud, en particulier dans la région de Grenoble, Villars de Lens (sans que l'on ait un chiffre précis). Les actions spectaculaires d'enlèvements d'enfants bloqués dans les maisons de l'UGIF à Paris (une soixantaine) et à Lyon à l'hôpital de L'Antiquaille, mais qui est une initiative individuelle.

On peut se poser la question pour l'autre forme de résistance, **la guérilla urbaine**, elle ne sert pas directement les intérêts de la population juive. Les attentats sont des actes individuels, puis organisés contre des cibles allemandes. Ils commencent dès la fin de 1941, puis le 2^e détachement juif formé à Paris en 1942, mène une cinquantaine d'attaques à la grenade et à la bombe. Ils sont peu nombreux, à peine 65, très jeunes, très courageux qui ont formé une espèce d'avant-garde dans la stratégie communiste de déstabilisation de l'armée d'occupation qui d'ailleurs ne s'y trompe pas. Aux attentats répond la politique des otages, puis les déportations.

Le premier convoi de Juifs du 27 mars 1942, est politique, il n'a pas été décidé par les affaires juives, mais par le MBF, commandement militaire allemand en zone occupée : « En décembre 1941, le MBF a fait interner mille juifs environ à titre de représailles pour des attentats contre des militaires allemands commis par des résistants français ».

Le groupe Manouchian-Rayman est issu de ce 2^e détachement juif (sur les 23 condamnés à mort, 12 sont juifs). C'est lui qui tente d'assassiner le commandant

du Gross Paris le 28 juillet 1943 et parvient à abattre 2 mois plus tard l'adjoint de Sauckel, celui qui organisait le STO.

En province, les unités combattantes sont plus nombreuses, la brigade Marcel Langer de Toulouse, le bataillon Carmagnole de Lyon ou le bataillon Liberté de Grenoble qui vont participer aux différents combats de la Libération.

Pour terminer sur cet aspect, **Il y a des questions qui n'ont pas manqué d'être posées à la résistance armée dans son ensemble.** Pourquoi ne pas avoir attaqué les responsables qui ont organisé les rafles et les déportation ? Pourquoi ne pas avoir déclenché la moindre action pour bloquer les trains de déportation. Peut-être n'en avait-elle pas les moyens, le débat reste toujours ouvert. Un livre récent (2008) fait le point sur cette question, il est assez accablant sur les silences, les ambiguïtés de la résistance : Renée Poznanski, « Propagandes et persécutions », la Résistance et le problème juif. Elle montre, entre autres, la disparition quasi totale des Juifs dans les colonnes des feuilles clandestines, à l'exception de « Témoignage chrétien ». Elle analyse le silence de la presse juive communiste (le MNCR), pendant la campagne antisémite de Vichy sur l'affiche rouge. Le mot juif est gommé, on s'incline sur la dépouille de l'étudiant polonais Rayman et du hongrois Elek.

Maintenant je voudrais aborder le cœur de la résistance juive.

Il s'agit de neuf puis dix réseaux qui ont été regroupés bien après guerre sous le vocable OJC (organisation juive de combat) dépendant de ARJ (Les anciens de la résistance juive), intégrée à la résistance nationale et représentée au Ministère des anciens combattants, mais distincts des associations de résistants juifs communistes comme l'AMILAR

9 réseaux, le réseau Garel de l'OSE, la sixième des EIF, le réseau Education physique du MJS, le Comité de la rue Amelot, le réseau Marcel, le réseau André, les rabbins aumoniers, celui des Hollandais ou réseau Westerweel

spécialisé dans le passage de la frontière espagnole et enfin l'Armée juive (AJ) qui deviendra en 1944 l'organisation juive de combat (OJC) dont la spécificité est de s'intégrer ainsi que le maquis EI dans les forces de la Résistance nationale.

C'est à ce titre que seule l'OJC sera habilitée après la guerre à présenter des dossiers d'homologation pour le titre de résistant auprès du ministère des Anciens combattants

En effet, à cette époque, et sous l'influence du parti communiste, seuls ceux qui ont combattu les armes sont reconnus comme résistants. J'ai retrouvé une demande faite par Georges Garel, lui-même, alors président de l'OSE pour homologuer l'OSE comme réseau de résistance qui est refusée en 1953.

Et puis les temps changent, l'historiographie fait bouger les esprits, les gens eux-mêmes s'organisent. Les Anciens de la résistance juive se regroupent et œuvrent pour la reconnaissance **d'une résistance spécifiquement juive**, avec le petit dernier, réseau de la Wiso. 10 réseaux spécifiquement juifs, reconnus par la résistance nationale.

Ce qu'ils ont en commun : survivre en tant que juif, à un moment où la survie du peuple juif tout entier était en jeu. Ce sont des réseaux d'entraide, puis de résistance choisissant de s'investir soit dans le sauvetage et/ou la lutte armée. Ils sont constitués de Juifs français et étrangers, ils peuvent émaner de structures politiques, comme le Bund ou la mouvance sioniste et ils ont souvent des liens entre eux.

Ces réseaux ont été regroupés dans un ouvrage à l'initiative de Georges Loinger, président de l'ARJF depuis 1990, avec comme principale cheville ouvrière Frida Wattenberg.

Pourquoi tant de temps à les reconnaître ?

Outre, cette main-mise idéologique du parti communiste, il y a le rôle très controversé de l'UGIF (Union Générale des Israélites de France), considérée

comme des collaborateurs au service de Vichy. A la Libération, le CRIF a institué un jury d'honneur, non sur l'existence et la nature de l'UGIF, mais sur la question des maisons d'enfants de l'UGIF de la région parisienne, restées ouvertes jusqu'en 1944 et dont les enfants ont été déportés par Aloïs Brunner.

Des travaux récents, en particulier ceux de Michel Laffitte (2006) ont montré que cette institution obligatoire créée par Vichy à la demande des Allemands était également une couverture pour des actions clandestines. L'OSE intégré à la troisième direction santé et les EIF à la quatrième direction jeunesse ont produit leur circuit clandestin réseau « Garel » pour les uns, la sixième pour les autres.

Il en est de même pour la Wiso. Il s'agit de l'initiative de quelques femmes qui travaillaient dans les services sociaux de l'UGIF à Paris, dirigés par Juliette Stern. L'un de ces services, le Service 42 de l'UGIF, implanté au 29 rue de la Bienfaisance, concernait les enfants isolés. Elles mirent sur pied, **un réseau clandestin de placement d'enfants dit service 42 b** qui permit à un millier d'enfants d'être à l'abri dans la campagne, chez des nourrices payées par l'UGIF.

Quelle typologie peut-on dégager ?

1 Première distinction, l'ancienneté : certaines organisations existaient déjà avant-guerre.

L'OSE (œuvre de secours aux enfants) par exemple, est œuvre médico-sociale qui a un savoir faire ancien et puissant depuis la Russie tsariste en 1912 et surtout qui a les moyens de s'adapter aux circonstances par le nombre et la diversité de son personnel. Personnel issu en grande majorité des EIF, 220 personnes dans le circuit Garel

La Wiso (Fédération française des femmes sionistes) est une œuvre de bienfaisance féminine liée à un projet politique. Elle est née en 1935 de la fusion

de deux groupes et sa présidente Juliette Stern s'était donné pour but de faire connaître le judaïsme et les valeurs sionistes dans les milieux féminins.

Les Eclaireurs israélites de France (EIF) sont un mouvement de jeunesse lui aussi ancien qui a une habitude de travail social et qui a su mobiliser très vite les jeunes.

2 Tous ces réseaux, sont nés des vicissitudes de la guerre et leur spécificité est dûe à leur fonction, d'où la distinction entre réseau de sauvetage et réseau de lutte armée en sachant que certains ont cumulé les deux.

Ainsi, le réseau Marcel des époux Abadi a comme spécificité le sauvetage des enfants dans la région de Nice.

Le service André fondé par Joseph Bass se consacre en priorité au sauvetage des adultes, fabrication de faux-papiers et convoyage, puis à la lutte armée. Il opère d'abord à Marseille puis au Chambon sur Lignon avec un groupe de maquisards créé en 1943, enfin à Nice.

Tandis que l'AJ Armée juive, fondé en octobre 1940 est d'emblée un réseau de lutte armée.

3 On peut donc dire qu'un réseau est un groupe qui a des liens en fonction soit d'une communauté idéologique, soit de pratiques conjoncturelles, soit les deux.

Ainsi, le comité de la rue Amelot est né à Paris, dès juin 1940, de la nécessité de regrouper des organismes politiques ou sociaux des Juifs étrangers non communistes. Ils viennent d'horizons très différents comme la Fédération des sociétés juives de France, le Bund, le Poalé tzion de gauche, mais aussi le foyer culturel juif, l'OSE, et surtout la Colonie scolaire qui prête ses locaux de la rue Amelot. Ce sont donc surtout des pratiques communes qui lient tout le monde, maintien du lien social avec les cantines, du secours avec le dispensaire « La mère et l'enfant » et

fabrication de faux papiers en la personne d'Henri Bulawko de l'Hachomer Hatzair.

Il faudrait faire une mention à part à **l'action des bundistes**

Un vaste réseau d'entraide, allant du secours individuel au sauvetage organisé d'enfants, en passant par la confection de faux papiers, le transport d'argent se met en place rapidement pour venir en aide aux familles bundistes, une résistance souterraine et diffuse.

L'argent vient des organisations bundistes de New-York et transite par l'intermédiaire du professeur Libman Hersch, de Genève. Cet argent sert en particulier à payer les nourrices.

Des comités dans les grandes villes de France, comme Toulouse. Enfin, un certain nombre de bundistes, œuvrant avec la *Fédération*, ont été pris dans le coup de filet de la rue Sainte-Catherine à Lyon organisé par la Gestapo de Barbie.

Dans la lancée de la dynamique unitaire du CGD (Comité général de défense, un groupe spécifique se met en place, organisé par le Bund, le Poale Zion, des communistes et deux Juifs religieux. Le comité de Défense des Jeunes Juifs (pendant du CGD pour la jeunesse) lance de son côté des actions de sabotage.

Autre exemple le MJS qui comme son nom l'indique est né d'un projet politique particulier. A travers la résistance, le courant sioniste va donner une dimension politique au fait juif. Il va développer des actions de sauvetage, d'adultes et d'enfants en particulier dans la zone italienne, Saint-Gervais et surtout Nice et à Toulouse, pour faire passer les adultes en Espagne.

4 la pression des évènements et donc la chronologie permet d'affiner le contenu du réseau et son évolution.

Précisons tout d'abord que le poids de l'occupant n'est pas le même d'une zone à l'autre et qu'il a été plus facile de s'organiser en zone sud avant novembre 1942 et jusqu'en septembre 1943 dans la zone italienne.

La chronologie de la persécution des juifs et le déroulement des événements en France permet d'esquisser un schéma général

Les organisations ont d'abord développé une action d'entraide pour une population juive de plus en plus pauperisée : centre médico, cantine, vestiaire, patronages.: ainsi en est-il du dispensaire la mère et l'enfant pour le comité Amelot, le dispensaire des Francs bourgeois pour l'OSE ou les patronages de l'OSE et des EIF.

Tous oeuvrent dans la légalité. Que ce soit à Paris ou dans les camps d'internement de la zone sud. Et le passage à l'illégalité est progressif.

En zone Sud, tout le monde intervient dans les camps d'internement, là aussi avec des spécificités et différemment avant et après les rafles de 1942. L'OSE et les EIF intégrés au Comité de Nîmes installent des internés volontaires pour faire sortir légalement des enfants. (Permettez-moi simplement d'évoquer les noms d'Andrée Salomon et de Vivette Samuel.)

Cette assistance devient illégale lorsqu'il s'agit de cacher adultes et enfants lors des déportations.

Il en est de même du réseau de l'aumônerie générale créée en 1941 sous l'autorité du grand rabbin Hirschler qui le paiera de sa vie, ainsi que celle de sa femme arrêtés tous les deux à Marseille en décembre 1943 .

Résistance spirituelle, sauvetage, illégalité ? Comment qualifier le réseau des rabbins aumôniers, ce groupe de jeunes rabbins accrédité par les autorités de Vichy pour intervenir dans les camps de la zone sud et dans les Groupements de travailleurs étrangers. Venir au secours des internés, c'est fournir des vivres, du pain azyme pour les fêtes, des colis de vêtements. Mais, c'est aussi essayer de

faire sortir les internés vers les centres d'assignation à résidence, qui est une chance de survie supplémentaire et s'occuper des exemptions lors des commissions de criblage. Le rabbin Kapel travailla dès l'armistice dans la zone sud, tandis qu'Elie Bloch se démenait dans le camp de Poitiers. Après l'arrestation du grand rabbin, René Hirschler qui avait participé au sauvetage d'aviateurs anglais (médaille de la résistance posthume) c'est le rabbin Henri Schilli qui prend la relève.

Les rafles de juillet 1942 en zone nord et août 1942 en zone sud explique la nécessaire inflexion vers la clandestinité pour organiser des réseaux de sauvetage d'enfants et d'adultes. C'est donc petit à petit que l'assistance se transforme en sauvetage, lorsqu'on prend conscience du danger et de la nécessité de se cacher. Si les rafles de zone nord ont pris totalement au dépourvu les organisations juives, le sauvetage a été plus efficace en zone sud, parce que certains fonctionnaires de Vichy ont donné l'alerte auprès des rabbins Hirschler et Kappel, Joseph Weill de l'OSE et Robert Gamzon des EI.

Le passage à la clandestinité date de cette période

Ces réseaux vont alors faire du sauvetage la priorité en utilisant leur couverture officielle à l'UGIF comme paravent.

Il s'agit là de réseaux construits sur le modèle de la Résistance nationale, strictement cloisonnés. **C'est à cette condition là que Georges Garel acceptera de monter le réseau clandestin de l'OSE** dont les ramifications s'étendent à toutes les régions de zone sud et employant près de 200 personnes, convoyeuses, assistantes sociales, juives et non juives.

Il faut insister sur **l'aide de la population non juive** sur qui repose l'efficacité de ses réseaux . Les juifs ont du s'organiser eux-mêmes, l'implication des non juifs, organisés ou non a été essentielle .

Peu à peu et à un rythme différent, tout en continuant ces activités d'assistance **la résistance juive développe l'action armée.**

5 La diversité de ces réseaux et leur cloisonnement nécessaire ne doit pas faire **oublier les liens entre eux.**

Quelques exemples de ces liens : en zone Nord, l'OSE autour d'Eugène Minkowski et de son équipe, travaille avec le Comité Amelot, même si chacun a son propre réseau de sauvetage. Les EIF développe un important service de faux papiers qui servira à tout le monde et l'UGIF finance une partie des activités du moins celle d'assistance.

Autre lien : une grande partie du personnel de l'OSE en zone sud vient des EIF, recrutée par Andrée Salomon qui est elle aussi, une ancienne EI de Strasbourg.

Enfin, le réseau clandestin du MJS, appelé « Education physique », dont le quartier général est à Toulouse, fusionne en janvier 1944 avec la « Sixième »

Autres exemples : les deux réseaux de sauvetage « réseau Marcel et André » crée l'un à l'initiative de Moussa ABADI et l'autre d'André BASS ont eu une existence autonome mais leur lien l'un avec l'OSE, l'autre avec la mouvance sioniste sont évidentes ;

le réseau « Marcel » a couvert la région de Nice que le réseau Garel ne couvrait pas mais il a bénéficié de deux assistantes sociales déléguées par l'OSE .

Quand au réseau «André » Quand au réseau «André », il est en lien avec l'AJ, en particulier avec Lucien Lublin. Il s'agit d'un petit groupe avec Léon Poliakov, Denise Siekieski (Colibri), qui se retrouve près de Saint-Etienne, à l'auberge des musiciens, puis au Chambon-sur-Lignon, avec un entraînement militaire dans la cour de la maison d'André Chouraqui à Chaumargeais.

En conclusion

Mettre en avant la résistance spécifiquement juive, ce n'est pas faire du communautarisme, c'est d'abord et surtout signifier que le temps n'a pas la

même épaisseur pour les uns et les autres, et ne compte pas de la même manière. La victoire finale contre le nazisme s'est accompagnée de la perte irrémédiable de tout un pan de la culture humaine celui du judaïsme de l'Europe de l'Est.

Il s'agit de l'engagement d'une minorité et c'est dans sa globalité qu'elle prend toute sa signification. Des juifs étaient dans la résistance nationale en tant que français, d'autres dans des organisations spécifiquement juives. Certains ont combattu les armes à la main, d'autres se sont engagés dans le sauvetage, d'autres enfin ont fait de la résistance spirituelle. Un combat pour la survie de tout un peuple.

Il faut en finir avec le syndrome « du mouton à l'abattoir », c'est une insulte insupportable aux 76 000 déportés juifs de France. Car tenter de survivre en tant que juif à la machine nazie c'est déjà résister.

Katy Hazan (tous droits réservés)

